

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

1ER RAPPORT INTERNATIONAL 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 - Fiche projet Actions internationales et francophonie	10
Annexe 2 - Fiches projets Coopération décentralisée	13
Annexe 3 - Conventions du projet Territoires numériques en TransitionS	18

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les opérations suivantes relèvent de la stratégie internationale votée par délibération CR 222-16 du 15 décembre 2016 modifiée et de la stratégie « l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie » votée par délibération CR 2018-041 du 20 septembre 2018.

1. Représentation de la région Île-de-France à Hanoï, « Paris Region Expertise Vietnam »

La région Île-de-France et Expertise France coopèrent depuis 2018 dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, renouvelée en 2022 pour trois ans, prévoyant la mutualisation de moyens et de leur capacité de mobilisation de l'expertise française à l'international.

Expertise France opérant de nombreux projets au Vietnam et en Asie, les deux partenaires se sont associés dans les activités du bureau de représentation de la région auprès du Comité populaire de Hanoï, Paris Region Expertise (PRX-Vietnam). À cette fin, il est proposé d'attribuer un montant maximum de **162 243 €** à Expertise France pour le financement, pendant une année, des contrats du représentant de la région à Hanoï et de l'assistant-interprète vietnamien ainsi que des frais de fonctionnement de PRX-Vietnam.

2. Représentation de la région Île-de-France à Antananarivo, « Paris Region Expertise Madagascar »

La région Île-de-France et Expertise France coopèrent depuis 2018 dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, renouvelée en 2022 pour trois ans, prévoyant la mutualisation de moyens et de leur capacité de mobilisation de l'expertise française à l'international.

Expertise France opérant de nombreux projets à Madagascar, les deux partenaires ont décidé de s'associer dans les activités du bureau de représentation de la région, Paris Region Expertise (PRX-Madagascar). À cette fin, il est proposé d'attribuer un montant maximum de **113 483 €** à Expertise France pour le financement pendant une année du contrat de la représentante de la région à Antananarivo et la couverture des frais de fonctionnement de PRX-Madagascar liés à son activité.

3. Soutien à un projet dans le domaine de la santé au Liban

Il est proposé, au titre du dispositif Actions internationales et francophonie, une subvention de **48 087 €** en autorisation d'engagement, au bénéfice de l'association Aide aux victimes des violences armées et du terrorisme, en faveur du projet de prise en charge thérapeutique de mères et d'enfants souffrant de troubles psychiques, dans un contexte de forte dégradation économique et faisant suite à l'explosion du port de Beyrouth.

4. Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

La Région, le District autonome d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, la Région de Casablanca-Settat et le Département de Rufisque se sont associés dans le projet « Territoires numériques en transitionS » (TNTS), dont l'objectif est de renforcer la transformation numérique

des collectivités partenaires de la Région et de leur écosystème en développant des actions structurantes sur ce thème. Ce projet fait l'objet d'une aide financière de 1 300 000 € de l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2023-2025. Pour la mise en œuvre de ce projet, il est proposé :

- d'autoriser la signature d'une convention de partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du projet ;
- d'autoriser la signature de la convention de financement avec l'AFD pour la mise en place du projet ;
- d'attribuer un montant maximum de **70 000 €** à Expertise France dans le cadre d'une convention de partenariat public-public pour la mobilisation en 2023 d'un chef de projet qui sera basé à Rufisque ;
- d'attribuer une subvention d'un montant maximum de **52 900 €** à Cap Digital pour apporter une assistance à maîtrise d'ouvrage aux collectivités partenaires du projet lors de son démarrage. Il s'agit d'un reversement de l'aide financière de l'AFD.

Une subvention de **50 000 €** en autorisation d'engagement au Groupe des Écoles Centrale pour les activités de la Chaire universitaire sur le thème « Villes du Futur » à Pékin. Cette participation s'inscrit dans un partenariat entre le Groupe des Écoles Centrale et l'université Beihang. La présente subvention est présentée au titre de la coopération décentralisée avec la ville de Pékin.

5. Affectation d'autorisations d'engagements

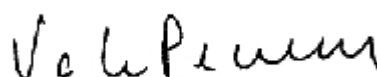
La mise en œuvre de la politique internationale de la Région nécessite l'engagement de moyens financiers pour la prise en charge de prestations et de cotisations.

Le présent rapport a pour objet l'affectation :

- d'une autorisation d'engagement d'un montant de **72 500 €**. Elle permettra notamment l'accueil et l'hébergement des délégations venant des zones de coopération, diverses prestations de service dont la réalisation d'études, la mobilisation d'experts, la couverture des frais d'interprétariat et de traduction, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ou de taxis; l'achat de documentations et de livres, l'achat de cadeaux protocolaires, et toutes dépenses directes générées par l'organisation de manifestations en Île-de-France ou à l'étranger. Cette affectation prendra en charge également l'ensemble des dépenses liées au projet « A voix haute ! Parole de femmes » ainsi que la redevance du bureau de PRX-Madagascar au sein de l'Ambassade de France à Antananarivo.
- d'une autorisation d'engagement d'un montant de **7 500 €** au titre de la cotisation à l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

1ER RAPPORT INTERNATIONAL 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs « actions internationales » et « fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Municipalité de Pékin, le 2 juillet 1987 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo signé le 21 décembre 1990 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoï (Vietnam) signé le 19 décembre 2004 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Région de Casablanca- Settat (Maroc) signé le 7 décembre 2016 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le conseil départemental de Rufisque signé le 21 octobre 2021 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-050 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : représentation de la région Île-de-France à Hanoï, « Paris Region Expertise Vietnam »

Affecte une autorisation d'engagement de **162 243 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée », du budget 2023.

Article 2 : représentation de la région Île-de-France à Antananarivo, « Paris Region Expertise Madagascar »

Affecte une autorisation d'engagement de **113 483 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », Action 10400311 « Coopération décentralisée », du budget 2023.

Article 3 : attribution d'une subvention au titre du dispositif Actions Internationales et de la Francophonie

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales et Francophonie », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution à l'association Aide aux victimes des violences armées et du terrorisme, d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **48 087 €**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type relevant de la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **48 087 €**, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400313 « Dispositif actions internationales » du budget 2023.

Article 4 : mise en œuvre de projets de coopération décentraliséeTerritoires numériques en transitions – démarrage

Approuve la convention de partenariat jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Approuve la convention de financement avec l'Agence française de développement jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide de participer, au titre des coopérations décentralisées avec le District autonome d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, le Conseil départemental de Rufisque et le Conseil régional de Casablanca-Settat, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution, à Cap Digital, d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **52 900 €**.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type relevant de la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Affecte une autorisation d'engagement de **52 900 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Affecte à Expertise France, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation d'engagement de **70 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023, pour la mobilisation en 2023 d'un chef de projet basé à Rufisque.

Activités de la chaire sur la ville du futur à l'université Beihang de Pékin - tranche 3

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec la municipalité de Pékin, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution, au Groupe des Ecoles Centrale, d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la conclusion avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type relevant de la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° 23002126 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR

2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

Article 5 : affectations d'autorisations d'engagements

Affecte une autorisation d'engagement de **7 500 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400310 « Réseaux internationaux et Francophonie », du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **72 500 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiche projet Actions internationales et francophonie

DOSSIER N° EX070237 - AIDE AUX VICTIMES DES VIOLENCES ARMEES ET DU TERRORISME - LIBAN

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400313- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	96 173,00 € TTC	50,00 %	48 087,00 €
Montant total de la subvention			48 087,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIDE AUX VICTIMES DES VIOLENCES ARMEES ET DU TERRORISME
Adresse administrative : 16 RUE DU RANELAGH
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ODETTE CHESNOT, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La forte dégradation de la situation économique libanaise depuis 2019 ainsi que l'explosion du port de Beyrouth en août 2020 ont eu un impact significatif sur la santé mentale des Libanais, secteur médical relativement peu investi au Liban historiquement.

L'objectif général de ce projet est de permettre à plus de 70 mères et enfants libanais de Beyrouth et de la Beka souffrant de dépression chronique, de syndromes post-traumatiques et montrant des signes de violence, de bénéficier d'une prise en charge thérapeutique afin de s'engager dans un processus durable de guérison, de sortir du cycle de la violence, de recréer des liens familiaux solides et de permettre le développement positif et équilibré de leurs enfants.

L'association mettra en place des sessions thérapeutiques réunissant mères et enfants afin de leur apporter un soutien psychologique, de leur donner des outils nécessaires à la création de liens familiaux solides et de briser le cycle de la violence et du désespoir dans lequel ces familles pouvaient être enfermées. Le projet offrira également un suivi personnalisé à chaque bénéficiaire afin de favoriser leur résilience et leur bien-être à long terme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 LIBAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et fournitures Art thérapie	1 600,00	1,66%
Frais logistiques liés à l'organisation des ateliers	19 974,00	20,77%
Evaluation et rapports	5 400,00	5,61%
Interventions des professionnels	69 200,00	71,95%
Total	96 174,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 087,00	50,00%
Fonds propres	48 087,00	50,00%
Total	96 174,00	100,00 %

Annexe 2 - Fiches projets Coopération décentralisée

**DOSSIER N° 23002126 - TERRITOIRES NUMERIQUES EN TRANSITIONS, DEMARRAGE -
REVERSEMENT DE SUBVENTION DE L'AFD A CAP DIGITAL**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400311- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	77 483,00 € TTC	68,27 %	52 900,00 €
	Montant total de la subvention		52 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CARLOS CUNHA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1^{er} mars 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

La Région Île-de-France a conçu avec quatre de ses collectivités partenaires (Région de Casablanca-Settat, Département de Rufisque, District autonome d'Abidjan, Commune urbaine d'Antananarivo) le projet "Territoires numériques en transitionS" (TNTS), dont l'objectif est de renforcer la transformation numérique des partenaires de la Région et de leur écosystème en développant des actions structurantes sur ce thème.

La Région a obtenu un cofinancement de 1 300 000 € de l'Agence Française de développement (FICOL) en faveur de ce projet et en reverse une partie à Cap Digital, partenaire du projet.

Cap Digital mobilise son expertise en assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine du numérique en accompagnant les collectivités partenaires dans le lancement de micro-projets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.





Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention octroyée à Cap Digital correspond à un reversement d'une partie de la subvention

octroyée par l'AFD à la Région.

Localisation géographique :

-  COTE D'IVOIRE
-  MAROC
-  MADAGASCAR
-  SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	69 683,00	89,93%
Mise à disposition d'un studio de captation vidéo pour webinar	3 000,00	3,87%
Missions	4 800,00	6,19%
Total	77 483,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence française de développement	52 900,00	68,27%
CAP DIGITAL	24 583,00	31,73%
Total	77 483,00	100,00%

**DOSSIER N° 23001447 - SOUTIEN AU GROUPE DES ECOLES CENTRALE POUR LA CHAIRE
SUR LA VILLE DU FUTUR A L'UNIVERSITE BEIHANG DE PEKIN - TRANCHE 3**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400311- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE DES ECOLES CENTRALE
Adresse administrative : 8 RUE JOLIOT CURIE
91190 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles FLEURY, Délégué général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En 2022, un post-doc a été recruté pour le suivi du projet. La bonne mise en œuvre du programme prévoit la reconduction de son contrat dès le début du mois de janvier.

Description :

Inscrite dans le programme d'actions conjointes signé entre la Région et la Municipalité de Pékin en juin 2018, la création d'une chaire conjointe Groupe des Ecoles Centrale (GEC) et l'Université de Beihang, tous deux opérateurs de l'Ecole Centrale Pékin, a pour but de former de jeunes ingénieurs chinois et franciliens (postdoctorants, doctorants et stagiaires) sur la thématique de la ville durable et économe en énergie dans un contexte international de lutte contre le changement climatique. Ce projet a déjà permis de financer les travaux de plusieurs doctorants et post-doctorants franciliens et chinois. Les établissements français et chinois assurent ainsi conjointement la gestion de la Chaire. Cette troisième subvention permet de poursuivre la réalisation du projet.

Les actions prévues sont les suivantes :

- Poste de chercheur postdoctoral au Laboratoire de génie industriel (LGI) de Centrale Paris ;
- Stagiaire / étudiant en master au LGI ;
- Encadrement, collaboration et échange scientifique avec des doctorants et des étudiants de master en Chine ;

- Organisation d'un séminaire de recherche bihebdomadaire en ligne ;
- Organisation d'un atelier de recherche et d'un événement public ;
- Visites et séjours de recherche, en fonction du développement de la pandémie.

Le laboratoire fournira des outils d'analyse et de prévision, ainsi que des recommandations à destination des collectivités partenaires qui co-financent le projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Cette subvention correspond au versement de la troisième tranche de la participation de la région au budget total du projet (400 000 €). La partie chinoise, la Ville de Pékin, finance le projet pour un même montant dans le cadre d'une convention séparée.

Elle porte sur le recrutement d'un post-doctorant et de deux stagiaires franciliens, des frais de déplacement, de gestion et d'organisation de la Chaire par les coordinateurs français du projet.

Localisation géographique :

 CHINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût du chercheur post-doctoral	30 000,00	60,00%
Coût étudiant/stagiaire Master	5 000,00	10,00%
Coût du co-directeur français du laboratoire	5 000,00	10,00%
Coût du management en Chine	6 000,00	12,00%
Coût du support GEC	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 3 - Conventions du projet Territoires numériques en TransitionS

N° CONVENTION CZZ3140 01 V

CONVENTION DE FINANCEMENT FICOL

(Facilité de financement des initiatives des collectivités françaises)

entre

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'Agence

Et

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Le Bénéficiaire

TABLE DES MATIERES

1.	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS.....	6
1.1	Définitions	6
1.2	Interprétations	6
2.	MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION	6
2.1	Montant.....	6
2.2	Destination.....	6
2.3	Absence de responsabilité.....	6
2.4	Conditions suspensives.....	6
3.	MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS	7
3.1	Demande de Versement	7
3.2	Modalités de versement	7
3.3	Date Limite de Versement	9
3.4	Lieu de versement.....	9
4.	AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT	9
4.1	Documents de Projet.....	9
4.2	Déclaration inexacte	9
4.3	Engagements et obligations	9
4.4	Illégalité	10
4.5	Changement de situation significatif et défavorable	10
4.6	Abandon ou suspension du Projet.....	10
4.7	Autorisations.....	10
4.8	Défaut des Bénéficiaires Finaux	10
4.9	Ajournement ou rejet des demandes de versement aux Bénéficiaires Finaux.....	10
4.10	Intervention d'une Autorité	10
5.	DÉCLARATIONS.....	11
5.1	Pouvoir et capacité.....	11
5.2	Force obligatoire.....	11
5.3	Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire	11
5.4	Validité et recevabilité en tant que preuve	11
5.5	Autorisations du Projet	11
5.6	Passation de marchés	11
5.7	Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles.....	12
6.	ENGAGEMENTS.....	12

6.1	Autorisations.....	12
6.2	Documents de Projet.....	12
6.3	Respect des lois et des obligations.....	12
6.4	Passation des marchés.....	13
6.5	Financements supplémentaires	13
6.6	Réalisation du Projet.....	13
6.7	Origine licite des fonds et absence d’Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles.....	13
6.9	Responsabilité environnementale et sociale	14
6.10	Rétrocession – Suivi des Bénéficiaires Finaux.....	14
6.11	Préservation du Projet et assurances.....	15
6.12	Suivi et contrôle	15
6.13	Evaluation externe du Projet.....	15
6.14	Contrôle - Audit :	16
6.15	Visibilité et communication.....	16
7.	ENGAGEMENTS D’INFORMATION.....	16
7.1	Rapports d’exécution	16
7.2	Informations complémentaires	16
7.3	Informations relatives aux Bénéficiaires Finaux	17
8.	FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT	17
9.	DIVERS	18
9.1	Langue	18
9.2	Nullité partielle	18
9.3	Non Renonciation	18
9.4	Cessions	18
9.5	Valeur juridique	18
9.6	Annulation des précédents écrits	18
9.7	Avenant.....	18
9.8	Confidentialité - Communication d’informations	19
9.9	Délai de prescription.....	19
10.	NOTIFICATIONS.....	19
10.1	Communications écrites.....	19
10.2	Réception	20
11.	ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION	20
12.	DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE	21
12.1	Droit applicable	21
12.2	Attribution de juridiction	21

12.3 Élection de domicile	21
ANNEXE 1A - DÉFINITIONS.....	23
ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS.....	28
ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET.....	29
ANNEXE 3 - PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET	31
ANNEXE 4 - CONDITIONS SUSPENSIVES	32
ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE EXPRESSEMENT L’AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A PUBLIER SUR SON SITE INTERNET	34

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE :

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, **Valérie Pécresse**, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP2023-050 du 25 janvier 2023, publiée le 25 janvier 2023 et transmise au représentant de l'Etat le 25 janvier 2023 ;

(ci-après le « **Bénéficiaire** ») ;

D'UNE PART,

ET :

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce de Paris et des Sociétés sous le numéro 775 665 599, représentée par **Julie GONNET**, *Responsable de la Division Territoires et Entreprises*, dûment habilitée aux fins des présentes ;

(ci-après l'« **Agence** ») ;

D'AUTRE PART,

(ensemble désignés les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »),

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

- (A) Conformément aux dispositions de l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire. Ils prennent en considération dans ce cadre le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015. A cette fin, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, le cas échéant, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères.
- (B) Cela étant rappelé, le Bénéficiaire souhaite, dans ce cadre, réaliser un projet consistant à renforcer 4 collectivités partenaires pour développer des services numériques à destination des citoyens et faire monter en compétences ces collectivités dans leur politique numérique (le « **Projet** ») tel que décrit de manière plus précise à l'Annexe 2 (*Description du Projet*), et dans le respect des dispositions qui lui sont applicables, et en particulier celles du code général des collectivités territoriales.
- (C) Le Bénéficiaire a sollicité de l'Agence la mise à disposition d'une Subvention destinée au financement partiel du Projet.
- (D) Conformément à la décision d'octroi de la Direction Exécutive Géographique n° C20220650 en date du 26/09/2022, l'Agence a accepté à la Date d'Octroi de consentir au Bénéficiaire la Subvention selon les termes et conditions ci-après.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1 Définitions

Les termes utilisés dans la Convention (en ce compris l'exposé ci-dessus et les annexes) commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée à l'Annexe 1A (- *Définitions*), sous réserve des termes définis ailleurs dans la Convention.

1.2 Interprétations

Les termes utilisés dans la Convention s'entendront de la manière précisée dans l'Annexe 1B (- interprétations), sauf indication contraire.

2. MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 Montant

L'Agence met à la disposition du Bénéficiaire, à sa demande et sous réserve des stipulations de la Convention, notamment des stipulations de l'Article 2.4 (*Conditions suspensives*) ci-après, une Subvention d'un montant total maximum de :

Un million trois cent mille euros (EUR 1 300 000).

2.2 Destination

Le Bénéficiaire devra utiliser l'intégralité des fonds de la Subvention aux fins de financer les Dépenses Eligibles du Projet, tous impôts, taxes et droits de toute nature compris¹, conformément à la description du Projet spécifiée en Annexe 2 (*Description du Projet*) et au Plan de Financement spécifié en Annexe 3 (- *Plan de Financement*).

Une partie de la subvention sera rétrocédée par le Bénéficiaire aux Bénéficiaires Finaux sous forme de subvention selon les termes et conditions d'un Acte de Rétrocession, dans le cadre d'une action extérieure mise en œuvre conformément aux articles L. 1115-1 et suivants du code général des collectivités territoriales).

2.3 Absence de responsabilité

L'Agence ne saurait être tenue pour responsable d'une utilisation des sommes mises à disposition du Bénéficiaire non conforme aux conditions de la présente Convention.

2.4 Conditions suspensives

- (a) Le Bénéficiaire devra remettre à l'Agence au plus tard à la Date de Signature tous les documents énumérés à la Partie I de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*).
- (b) Le Bénéficiaire ne pourra remettre une demande de Versement à l'Agence que si :
 - (i) en ce qui concerne un premier Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie II de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au

¹ S'assurer du caractère raisonnable des taxes.

Bénéficiaire que ces documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ;

- (ii) en ce qui concerne le second Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie III de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au Bénéficiaire que ces documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ; et
- (iii) pour chaque Versement, à la date de la demande de Versement, celle-ci est conforme aux stipulations de l'article 3.1 (*Demande de versement*) et les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, notamment :
 - (1) aucun des cas visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) n'est en cours ou susceptible d'intervenir ;
 - (2) chaque déclaration faite par le Bénéficiaire au titre de l'article 5 (*Déclarations*) est exacte ;
 - (3) s'agissant du second Versement, que les fonds de la Subvention ayant fait l'objet du premier Versement ont bien été utilisés conformément aux stipulations de la Convention.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

3.1 Demande de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.4 (b) (*Conditions suspensives*), les fonds de la Subvention seront versés en deux Versements au Bénéficiaire, sur présentation d'une demande de Versement dûment établie.

Chaque demande de Versement devra être adressée par le Bénéficiaire à l'adresse figurant à l'Article 10.1 (*Communications écrites*).

Chaque demande de Versement ne sera considérée comme dûment établie que si tous les documents et les justificatifs nécessaires sont joints à la demande de Versement et sont conformes aux stipulations de l'Article 3.2 (*Modalités de versement*).

Si les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, l'Agence mettra à disposition du Bénéficiaire le Versement demandé.

3.2 Modalités de versement

Les fonds seront mis à la disposition du Bénéficiaire sous la forme de deux (2) Versements sur le Compte du Bénéficiaire stipulé à l'article 3.4 (*Lieu de versement*) de la présente Convention.

La période d'éligibilité des dépenses liées au Projet est fixée de la Date d'Octroi à la Date Limite d'Utilisation des Fonds du Projet (telle que définie ci-après), date à laquelle toutes les dépenses relatives au Projet devront avoir été effectuées.

3.2.1 Premier Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*), l'Agence effectuera un premier Versement d'un montant d'un million quarante mille

Euros (1 040 000 EUR) sur le Compte désigné à cet effet à l'article 3.4 (*Lieu de versement*).

3.2.2 Second Versement

Le second Versement d'un montant de deux cent soixante mille Euros (260 000 EUR) sera effectué, à la demande du Bénéficiaire, sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*).

3.2.3 Justification de l'utilisation des fonds

Le Bénéficiaire s'engage à remettre à l'Agence au plus tard à la Date Limite d'Utilisation des Fonds, une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet, certifiant l'utilisation de cent pour cent (100%) des fonds ayant fait l'objet des Versements, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée.

3.2.4 Taux de change applicable

Sauf disposition contraire convenue par écrit entre les Parties, les coûts encourus dans d'autres monnaies que celles utilisées dans les comptes du Bénéficiaire pour le Projet sont convertis en utilisant un taux conforme à ses pratiques habituelles de comptabilité publique, à condition qu'elles respectent les conditions suivantes :

- (i) il s'agit d'une règle comptable écrite correspondant à une pratique standard du Bénéficiaire ;
- (ii) cette règle est appliquée de manière constante ;
- (iii) cette règle est appliquée à tous les types de transactions ainsi qu'à toutes les sources de financement ;
- (iv) la preuve de la règle comptable utilisée doit être communiquée par le Bénéficiaire sur simple demande de l'Agence ; et
- (v) les taux de change doivent être facilement accessibles pour toute vérification et tenus à la disposition de l'Agence si celle-ci en fait la demande.

3.2.5 Date Limite d'Utilisation des Fonds

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à ce que les fonds soient intégralement utilisés au titre des Dépenses Eligibles au plus tard à la Date d'Achèvement Technique du Projet, à l'exception des fonds utilisés pour les dépenses liées à l'évaluation externe finale du Projet au titre de l'article 6.13 (*Évaluation externe du Projet*) qui pourront être utilisés jusqu'à un (1) an après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

3.2.6 Défaut de justification de l'usage des fonds à la Date Limite d'Utilisation des Fonds

L'Agence sera en droit de demander au Bénéficiaire le remboursement de toute somme dont l'utilisation n'est pas dûment justifiée ou est insuffisamment justifiée, ainsi que de toute somme figurant au crédit du Compte du Bénéficiaire à la Date Limite d'Utilisation des Fonds. Le Bénéficiaire sera tenu de rembourser ces sommes à l'Agence dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la notification qui lui aura été faite par l'Agence.

3.2.7 Conservation des documents

Le Bénéficiaire sera tenu et s'engage à imposer aux Bénéficiaires Finaux de conserver les justificatifs et documents divers relatifs au Projet et à l'utilisation des fonds pendant un délai de dix (10) ans commençant à courir à la Date d'Achèvement Technique. Le Bénéficiaire s'engage à remettre ces justificatifs et documents à l'Agence ou à tout cabinet d'audit désigné par l'Agence, sur simple demande de cette dernière.

3.3 Date Limite de Versement

Aucun Versement ne pourra être réalisé au-delà de la Date Limite de Versement des fonds (*cf Annexe 1A Définitions*).

La dernière demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la Date Limite de Versement. Au cas où cette demande serait effectuée dans le mois précédant la Date Limite de Versement, elle devra être adressée à l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée de plein droit.

3.4 Lieu de versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l'Agence sur le Compte du Bénéficiaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- (a) Numéro de compte IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086
- (b) Numéro SWIFT : BDFEFRPPCCT
- (c) Banque et adresse de la banque :
 - -TITULAIRE : DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES REGION
 - DOMICILIATION : BDF PARIS

4. **AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT**

L'Agence se réserve le droit d'ajourner ou de rejeter définitivement toute demande de Versement si l'un des événements suivants se réalise :

4.1 Documents de Projet

L'un quelconque des Documents de Projet, ou l'un quelconque des droits et obligations prévus au titre de ces documents, cesse d'être en vigueur, est l'objet d'une demande de résiliation, ou sa légalité ou sa validité ou son opposabilité sont contestées.

4.2 Déclaration inexacte

Une déclaration ou affirmation faite par le Bénéficiaire au titre des Documents de Financement, et notamment au titre de l'Article 5 (*Déclarations*) ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux au titre des Documents de Financement ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été délibérément inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite.

4.3 Engagements et obligations

Le Bénéficiaire ne respecte pas l'une quelconque des stipulations de la Convention et notamment, sans que cela soit limitatif, l'un quelconque de ses engagements pris au titre de l'Article 6 (*Engagements*) et de l'Article 7 (*Engagements d'information*) de la Convention.

4.4 Illégalité

Il est, ou devient, illégal ou impossible pour le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux d'exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre des Documents de Financement.

L'exécution par l'Agence de l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention ou le Versement ou le maintien de la Subvention est ou devient illégal aux termes de la réglementation qui lui est applicable.

4.5 Changement de situation significatif et défavorable

Un événement (y compris un changement de la situation politique des pays des Bénéficiaires Finaux) ou une mesure susceptible d'avoir, selon l'avis de l'Agence, un Effet Significatif Défavorable est intervenu ou est susceptible d'intervenir.

4.6 Abandon ou suspension du Projet

L'un des événements suivant se réalise :

- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pour une période supérieure à six mois ; ou
- le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux se retirent du Projet ou cessent d'y participer.

4.7 Autorisations

Une Autorisation dont le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux ont besoin pour exécuter ou respecter l'une de ses obligations au titre des Documents de Financement ou ses autres obligations importantes prévues dans tout Document de Projet ou nécessaire pour le fonctionnement normal du Projet n'est pas obtenue en temps utile, est annulée, est devenue caduque ou cesse d'être pleinement en vigueur.

4.8 Défaut des Bénéficiaires Finaux

Les Bénéficiaires Finaux (i) ne respectent pas l'un quelconque de leurs engagements au titre de l'Acte de Rétrocession, notamment, mais pas uniquement, ceux prévus aux Articles 6 (*Engagements*) et 7 (*Engagements d'information*) que le Bénéficiaire s'engage à imposer aux Bénéficiaires Finaux dans le cadre des Actes de Rétrocession, ou (ii) ne respectent pas l'un quelconque de leurs engagements au titre de tout Document de Projet ou au titre de tout autre acte conclu dans le cadre de la réalisation du Projet.]

4.9 Ajournement ou rejet des demandes de versement aux Bénéficiaires Finaux

Un cas d’ajournement ou de rejet des demandes de versement est survenu au titre de l’Acte de Rétrocession.

4.10 Intervention d’une Autorité

Une Autorité :

- au titre du contrôle de légalité, exerce un recours gracieux ou contentieux auprès du Bénéficiaire ; ou
- prend une décision de fermeture, saisit ou exproprie, en tout ou partie, les installations du Projet ou un ou plusieurs actifs du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux nécessaires à la réalisation du projet ; ou
- prend possession ou le contrôle de tout ou partie des installations du Projet ou des actifs du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux nécessaires à la réalisation du projet; ou
- entreprend toute mesure qui empêcherait le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux d’exercer tout ou partie de ses activités ou opérations nécessaires à la réalisation du projet.

5. **DÉCLARATIONS**

A la Date de Signature, le Bénéficiaire fait les déclarations stipulées au présent article au profit de l’Agence. Le Bénéficiaire est réputé faire ces déclarations à la date de chaque demande de Versement.

5.1 Pouvoir et capacité

Le Bénéficiaire a la capacité de signer et d’exécuter les Documents de Financement et les Documents de Projet et d’exécuter les obligations qui en découlent, d’exercer les activités du Projet financées par la Subvention et il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet.

5.2 Force obligatoire

Les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre des Documents de Financement sont conformes aux lois et réglementations applicables au Bénéficiaire, valables, obligatoires, exécutoires conformément à chacun de leurs termes, lui sont opposables et peuvent être mises en œuvre en justice.

5.3 Absence de contradiction avec d’autres obligations du Bénéficiaire

La signature des Documents de Financement et l’exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune loi ou réglementation nationale ou internationale, qui lui est applicable, ou à aucune convention ou acte obligeant le Bénéficiaire ou engageant l’un quelconque de ses actifs.

5.4 Validité et recevabilité en tant que preuve

Toutes les Autorisations nécessaires pour que :

- (a) le Bénéficiaire puisse signer les Documents de Financement et les Documents de Projet, exercer les droit et exécuter les obligations qui en découlent ; et

- (b) les Documents de Financement et les Documents de Projet soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Bénéficiaire,

ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.5 Autorisations du Projet

Toutes les Autorisations du Projet ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstance en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.6 Passation de marchés

Le Bénéficiaire déclare avoir (i) reçu une copie des Directives pour la Passation des Marchés et (ii) pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquement par le Bénéficiaire à ses obligations au titre de ces Directives et (iii) avoir transmis une copie des Directives pour la Passation des Marchés aux Bénéficiaires Finaux qui lui ont indiqué avoir pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquements au titre de ces Directives.

Les Directives pour la Passation des Marchés ont pour le Bénéficiaire la même valeur d'engagement contractuel à l'égard de l'Agence que la présente Convention.

5.7 Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire déclare que :

- (a) les fonds investis dans le Projet, autres que ceux provenant de son budget, ne sont pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite ;
- (b) le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) n'a donné lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratique Anticoncurrentielle ;

6. **ENGAGEMENTS**

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

6.1 Autorisations

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir, dans les meilleurs délais, à respecter et faire tout ce qui est nécessaire afin de maintenir en vigueur, et s'engage à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux respectent et fassent tout le nécessaire pour maintenir en vigueur toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre des Documents de Financement ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

6.2 Documents de Projet

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre lui-même pour information à l'Agence toute modification substantielle du Projet ainsi que toute modification du Plan de Financement et du Budget, et à demander l'accord de l'Agence préalablement à ces modifications.

Les Documents de Projet relatifs aux marchés de travaux et de prestations intellectuelles passés par les Bénéficiaires finaux sont transmis par le Bénéficiaire à la demande de l'Agence.

6.3 Respect des lois et des obligations

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et s'engage à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux respectent :

- (a) toutes les lois et réglementations qui leur sont applicables et qui sont applicables au Projet, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail ; et
- (b) l'ensemble de leurs obligations au titre des Documents de Projet auxquels ils sont parties.

6.4 Passation des marchés

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés relatifs à la réalisation du Projet, le Bénéficiaire s'engage à observer les principes de mise en concurrence et de transparence dans le respect des textes qui lui sont applicables en matière de passation de marchés. Le Bénéficiaire se porte garant du respect et de la mise en œuvre des Directives pour la Passation des Marchés par les Bénéficiaires Finaux.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.

Par dérogation aux Directives pour la Passation des Marchés de l'Agence, les avis de non-objection relatifs à la passation de marchés seront donnés par le Bénéficiaire.

6.5 Financements supplémentaires

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre à l'agrément préalable de l'Agence toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les financements nécessaires pour couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Agence.

6.6 Réalisation du Projet

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à ce que les personnes, groupes ou entités participant à la réalisation du Projet ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).
- (b) à ne pas acheter, fournir, financer des matériels ou secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

6.7 Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à s'assurer que les fonds, autres que ceux provenant de son budget, investis dans le Projet ne soient pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite.
- (b) à ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou à des Pratiques Anticoncurrentielles ;
- (c) dès qu'il a connaissance d'un Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'Agence ;
- (d) dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'Agence, si cette dernière suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'Agence dans le délai imparti par celle-ci ; et
- (e) à avertir sans délai l'Agence s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'Origine Illicite des fonds investis dans le Projet.

6.8 Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels

Le Bénéficiaire s'engage à se doter de tous les moyens nécessaires pour lutter avec fermeté contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de prévention, de suivi et de réaction efficaces. Le Bénéficiaire informera du contenu du présent article les partenaires locaux qui mettent en œuvre les activités directement auprès des bénéficiaires finaux.

6.9 Responsabilité environnementale et sociale

Afin de promouvoir un développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale et parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent :

Dans l'exercice de ses activités :

- (a) à respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du Projet.

Dans le cadre du Projet :

- (b) à introduire dans les marchés et, le cas échéant, les dossiers d'appel d'offres, une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engagent à observer ces normes en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet. Ces engagements devront s'étendre à leurs éventuels sous-traitants. L'Agence se réserve la faculté de demander au Bénéficiaire un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet ;

- (c) à mettre en œuvre les mesures spécifiques au Projet telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux du Projet à savoir les mesures définies dans la notice d'impact environnemental et social.
- (d) à exiger des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent les normes en vigueur et ces mesures d'atténuation, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées.

6.10 Rétrocession – Suivi des Bénéficiaires Finaux

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à faire en sorte que les Actes de Rétrocession comportent tous les engagements que le Bénéficiaire a souscrits pour le compte des Bénéficiaires Finaux aux termes de la Convention et, notamment, mais pas uniquement, ceux prévus aux Articles 6 (*Engagements*) et 7 (*Engagements d'information*) de la Convention ;
- (b) à recueillir de façon systématique et à tenir à la disposition de l'Agence, les éléments d'identification des personnes physiques (identité, nationalité, domicile) et/ou des personnes morales (dénomination sociale, siège social, identité des associés) bénéficiaires des fonds rétrocédés ;
- (c) à communiquer à l'Agence à sa demande toutes informations relatives à la rétrocession qui devra être enregistrée dans les livres comptables des Bénéficiaires Finaux ;
- (d) à s'assurer que les Bénéficiaires Finaux respectent leurs obligations au titre de l'Acte de Rétrocession et n'utiliseront les fonds rétrocédés qu'au financement du Projet dans les conditions prévues à la Convention.

6.11 Préservation du Projet et assurances

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent :

- (a) à mettre en œuvre le Projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ; et
- (b) à maintenir les actifs du Projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables.

6.12 Suivi et contrôle

Le Bénéficiaire autorise et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux autorisent l'Agence à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant notamment pour objet la conformité des processus de passation des marchés à ses Directives, l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet et l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à accueillir ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et des Bénéficiaires Finaux.

Le Bénéficiaire s'engage à conserver, et à maintenir et à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux conservent et maintiennent à la disposition de l'Agence, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique, l'intégralité de la documentation relative au Projet et en particulier l'ensemble des pièces justificatives des dépenses du Projet.

6.13 Evaluation externe du Projet

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à ce que le Programme fasse l'objet d'une évaluation externe finale portant sur l'ensemble du Projet. Cette évaluation sera réalisée par un consultant indépendant sélectionné par le Bénéficiaire et de bonne réputation, après avis de non objection de l'Agence sur les termes de référence de la mission d'évaluation. L'Agence dispose d'un délai d'un (1) mois pour émettre un avis de non objection à compter de la communication écrite des informations par le Bénéficiaire.

Les coûts de l'évaluation seront imputés sur les fonds de la Subvention. L'évaluation devra contrôler, notamment, que les fonds de la Subvention versés au Bénéficiaire ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention.

Le rapport d'évaluation finale devra être disponible au plus tard douze (12) mois après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

6.14 Contrôle - Audit :

Le Bénéficiaire est informé que l'Agence pourra réaliser ou faire réaliser à ses frais un audit financier du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à accueillir ces missions d'audit dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et des Bénéficiaires Finaux.

6.15 Visibilité et communication

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre des actions de visibilité et de communication liées à la réalisation du Projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnaît en avoir pris pleinement connaissance.

Au sens du Guide de Visibilité et de Communication, le Projet est soumis à des obligations de visibilité et de communication de niveau 1.

7. **ENGAGEMENTS D'INFORMATION**

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

7.1 Rapports d'exécution

Le Bénéficiaire fournira :

- (a) dans les ***dix-huit mois*** après la signature de la convention de financement, un premier rapport d'exécution technique et financière intermédiaire, dont le modèle aura été communiqué par l'Agence qui fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;

- (b) pour le second versement, une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire dès l'atteinte des 80% de réalisation des dépenses du premier versement qui fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;
- (c) un rapport final d'exécution technique et financière dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la Date d'Achèvement Technique. Ce rapport devra comporter un état détaillé de toutes les sommes versées au titre des Dépenses Eligibles du Projet et fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;
- (d) un rapport d'évaluation externe final dans un délai maximum de douze (12) mois suivant la Date d'Achèvement Technique du Projet, accompagné d'une attestation signée par un représentant habilité du Bénéficiaire certifiant l'utilisation de cent pour cent (100 %) des fonds versés au titre de la Subvention conformément à l'Article 3.2.3 (*Justification de l'utilisation des fonds*).

Ces rapports d'exécution devront notamment inclure un état détaillé des dépenses réalisées au titre du Projet.

7.2 Informations complémentaires

Le Bénéficiaire communiquera à l'Agence :

- (a) sans délai après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible de constituer un cas d'ajournement ou de rejet d'une demande de Versement ou d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;
- (b) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants ou ceux des Bénéficiaires Finaux travaillant à la réalisation du Projet, la nature de cet incident ou accident, et les démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux pour y remédier ;
- (c) dans les meilleurs délais toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;
- (d) pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et, après réalisation des prestations, un rapport général d'exécution ;
- (e) dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution des contrats et des Documents de Projet, que l'Agence pourra raisonnablement lui demander ;
- (f) dans les meilleurs délais, sur demande de l'Agence, pendant toute la durée de la relation d'affaires, tout document ou information sur le Bénéficiaire, pour permettre à l'Agence de remplir ses obligations légales en matière de connaissance du Bénéficiaire au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans le cadre de l'actualisation des éléments de connaissance du Bénéficiaire.

7.3 Informations relatives aux Bénéficiaires Finaux

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les Bénéficiaires Finaux, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

- (a) communiquent à l'Agence, à sa demande, leurs documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière ;
- (b) adressent à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes délibérants ainsi que, le cas échéant, les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de leurs exercices budgétaires et financiers.

8. **FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT**

Seront considérés comme frais accessoires à la charge du Bénéficiaire tous les frais et autres dépenses raisonnables résultant de la négociation, la préparation, la signature et l'exécution de la Convention, dont les commissions et frais afférents au transfert des fonds entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec l'Agence.

Les frais accessoires qui seraient réglés par l'Agence seront considérés comme réalisation de la Subvention et imputés sur le solde disponible de celle-ci.

9. **DIVERS**

9.1 Langue

La langue de la Convention est le français. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions de la Convention ou en cas de litige entre les Parties.

Toute communication ou document fourni au titre de, ou concernant, la Convention, devra être rédigé en français.

S'il ne l'est pas, et si l'Agence le demande, il devra être accompagné d'une traduction certifiée en français, et dans cette hypothèse, la traduction française prévaudra, sauf dans le cas d'un texte légal ou d'un autre document ayant un caractère officiel.

9.2 Nullité partielle

Si, à tout moment, une stipulation de la Convention est ou devient nulle, la validité des autres stipulations de la Convention n'en sera pas affectée.

9.3 Non Renonciation

L'Agence ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre de la Convention du seul fait qu'elle s'abstient d'exercer ce droit ou qu'elle retarde l'exercice de ce droit.

L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

Les droits et recours stipulés dans la Convention sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

9.4 Cessions

Le Bénéficiaire ne pourra céder de quelque manière que ce soit tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de la Convention sans accord préalable écrit de l'Agence.

9.5 Valeur juridique

Les Annexes ci-jointes, les Directives pour la Passation des Marchés et l'exposé préalable ci-dessus font partie intégrante de la Convention dont ils ont la même valeur juridique.

9.6 Annulation des précédents écrits

La Convention, à compter de la date de sa signature, représente la totalité de l'accord des Parties relativement à l'objet de celle-ci et, en conséquence, annule et remplace tous documents antérieurs qui auraient pu être échangés ou communiqués dans le cadre de la négociation de la Convention.

9.7 Avenant

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire l'objet d'une modification ou d'un avenant sans le consentement des Parties, et toute modification fera l'objet d'un avenant écrit.

9.8 Confidentialité - Communication d'informations

- (a) Le Bénéficiaire s'interdit de divulguer le contenu de la Convention, sans l'accord préalable de l'Agence, à tout tiers autre que :
 - (i) toute personne à l'égard de laquelle le Bénéficiaire aurait une obligation de divulgation du fait de la loi, d'une réglementation applicable ou d'une décision de justice ;
 - (ii) les Bénéficiaires Finaux pour les besoins du Projet.
- (b) Nonobstant tout accord de confidentialité existant, l'Agence peut transmettre toute information ou documents en relation avec le Projet : (i) à des auditeurs, commissaires aux comptes, agences de notation, conseillers ou organes de contrôle ; et (ii) à toute personne ou entité dans l'objectif de prendre des mesures conservatoires ou de protéger les droits de l'Agence acquis au titre de la Convention.
- (c) Le Bénéficiaire s'engage à ce que dans sa communication relative au Projet (informations présentes sur son site internet, actions de visibilité auprès du public français ou étranger) soit fait mention du financement de l'Agence.
- (d) En outre, le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence :
 - (i) à communiquer au gouvernement français pour publication sur son site officiel, afin de satisfaire aux demandes de transparence de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide ; et
 - (ii) à publier sur son site Internet, les informations relatives au Projet et à son financement, énumérées à l'annexe 5 (*Liste des informations que le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à faire publier sur le site du gouvernement français et à publier sur son site internet*).

9.9 Délai de prescription

Le délai de prescription applicable aux Documents de Financement sera de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique.

10. NOTIFICATIONS

10.1 Communications écrites

- (a) Toute notification, demande ou communication au titre de la Convention ou concernant celle-ci devra être faite par écrit et, sauf stipulation contraire, par courrier électronique ou lettre envoyée aux coordonnées suivantes :

Pour le Bénéficiaire :

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Adresse : 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Téléphone : 01 53 85 62 16

Adresse électronique : laurent.pandolfi@iledefrance.fr

A l'attention de : Laurent Pandolfi

Pour l'Agence :

AFD SIEGE

Adresse : 5, Rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12

Téléphone : 01 53 44 31 31

Adresse électronique : moutonf@afd.fr

A l'attention de : Florence Mouton

Département des Partenariats / Division Territoires et Entreprises

ou toute autre adresse, nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à l'autre moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

- (b) Les Parties devront s'aviser mutuellement de tout changement concernant leurs coordonnées respectives.

10.2 Réception

Toute notification, demande ou communication faite, ou tout document envoyé au titre de la Convention ou concernant celle-ci, produira ses effets :

- (a) s'il s'agit d'un courrier électronique, lorsqu'il aura été reçu sous une forme lisible ;
- (b) s'il s'agit d'une lettre, lorsqu'elle aura été déposée à la bonne adresse ;

et, au cas où il a été spécifié un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION

- 11.1 La Convention entre en vigueur après sa signature par les deux parties, laquelle ne peut intervenir qu'après la publication ou l'affichage de la délibération n°CP2023-050 en date du 25 janvier 2023 du Conseil régional d'Île-de-France l'approuvant, ainsi que de sa transmission au contrôle de légalité, sous réserve que l'ensemble des formalités nécessaires au regard du droit applicable au Bénéficiaire pour garantir la validité de la Convention aient été réalisées de manière jugée satisfaisante par l'Agence. Elle restera en vigueur dans un délai de deux (2) ans à compter de la date de remise par le Bénéficiaire du rapport final d'exécution technique et financière visé à l'article 7.1 de la présente Convention.
- 11.2 Nonobstant ce qui précède, les stipulations de l'Article 9.8 (*Confidentialité - Communication d'informations*) continueront à produire leurs effets pendant une période de cinq (5) ans suivant la date mentionnée à l'alinéa précédent.
- 11.3 L'Agence se réserve le droit de résilier la Convention sans formalité particulière et après une mise en demeure si le premier Versement n'a pas eu lieu au plus tard dans le délai de dix-huit (18) mois commençant à courir à la date d'octroi de la Subvention mentionnée au paragraphe (D) du Préambule.
- 11.4 De plus, l'Agence se réserve la faculté de résilier la Convention si l'un des événements visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) se réalisait.

Le Bénéficiaire en sera informé par lettre recommandée de l'Agence et s'engage, à la demande de cette dernière, et dans le cas où un ou plusieurs manquements lui seraient imputables, à lui reverser tout ou partie des fonds de la Subvention.

12. DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Droit applicable

La Convention est régie par le droit français.

12.2 Attribution de juridiction

Tous différends découlant de la Convention ou en relation avec celle-ci seront portés devant le Tribunal compétent de Paris.

12.3 Élection de domicile

Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Bénéficiaire élit irrévocablement domicile à l'adresse indiquée à l'Article 10 (*Notifications*) et l'Agence, à l'adresse « AFD SIEGE » également indiquée à l'Article 10 (*Notifications*), pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus.

²Fait en deux (2) exemplaires originaux, à PARIS, le

LE BÉNÉFICIAIRE

Représenté par :

Valérie Péresse

Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Représentée par :

Julie Gonnet

Responsable de la Division Territoires et Entreprises

² Page de signature à mettre sur une page impaire, vierge au verso, avec espace suffisant entre les deux parties

ANNEXE 1A- DÉFINITIONS

Acte de Rétrocession	désigne l'acte précisant les conditions dans lesquelles le Bénéficiaire rétrocède une partie des fonds de la Subvention aux Bénéficiaires Finaux.
Actes de Corruption	<p>désigne les actes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un Agent Public, ou à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité ;(ii) le fait pour un Agent Public ou pour toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de solliciter ou d'accepter de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité.
Agent Public	désigne toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, toute autre personne définie comme agent public dans le droit interne du Bénéficiaire, tout autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public,
Annexe(s)	désigne la ou les annexe(s) à la présente convention.
Autorisation(s)	désigne tous les accords, inscriptions, dépôts, conventions, certifications, attestations, autorisations, approbations, permis et/ou mandats, ou dispenses de ces derniers, obtenus ou effectués auprès d'une Autorité, qu'ils soient accordés par un acte explicite ou réputés accordés en l'absence de réponse après un délai déterminé.

Autorisation(s) du Projet	désigne les Autorisations nécessaires pour que (i) le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux puissent réaliser le Projet et signer les Documents de Projet auxquels ils sont parties, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent, et que (ii) les Documents de Projet auxquels le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux sont parties soient recevables en tant que preuve devant les juridictions des pays des Bénéficiaire Finaux ou devant les instances arbitrales compétentes.
Autorité(s)	désigne tout gouvernement ou tout corps, département, commission exerçant une prérogative publique, administration, tribunal, agence ou entité de nature étatique, gouvernementale, administrative, fiscale ou judiciaire.
Bénéficiaires finaux	Désigne la ou les collectivité(s) étrangère(s) chargée(s) pour leur propre compte de l'exécution du Projet et propriétaire(s) et maître(s) d'ouvrage du Projet, à savoir : Région de Casablanca-Settat District autonome d'Abidjan Département de Rufisque Commune Urbaine d'Antananarivo
Budget	Désigne le Budget du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement et Budget.
Co-Financement(s)	Désigne les contributions apportées en subvention ou en valorisation par les Partenaires du Projet, à savoir : Région Île-de-France, Cap DIGITAL Institut Paris Région
Compte du Bénéficiaire	désigne le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires figurent à l'article 3.4 de la Convention ³ .
Convention	désigne la présente convention de financement, y compris son exposé préalable, ses annexes ainsi que, le cas échéant, ses avenants ultérieurs.
Date d'Achèvement Technique	désigne la date de l'achèvement technique du Projet, qui est prévue le 31 janvier 2027.
Date d'Octroi	désigne la date à laquelle l'octroi de la subvention est approuvé par l'instance compétente de l'Agence, telle que mentionnée au

³ Terme défini et définition à adapter si les fonds de la subvention sont versés sur un autre compte que celui du Bénéficiaire.

	paragraphe (D) du Préambule. Cette date correspond à la date de démarrage du projet.
Date de Signature	désigne la date de signature de la Convention par toutes les Parties.
Date Limite d'Utilisation des Fonds	désigne la date intervenant 1 an après la Date d'Achèvement Technique telle que définie à l'article 3.2.5 de la Convention
Date Limite de Versement	désigne la date au-delà de laquelle aucun Versement ne pourra plus intervenir. Elle est fixée à six (6) mois avant la Date d'Achèvement Technique du Projet, soit au 31 juillet 2026.
Directives pour la Passation des Marchés	désigne les stipulations contractuelles contenues dans les directives relatives à la passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers en date d'octobre 2019, disponibles sur le Site Internet et dont une copie a été remise au Bénéficiaire.
Documents de Financement	désigne la Convention, les Actes de Rétrocession ainsi que tous documents s'y rapportant directement.
Dépense(s) Eligible(s) du Projet	désigne les dépenses du Projet telles que précisées à l'Article 2.2 et en Annexe 3.
Documents de Projet	<p>désignent l'ensemble des documents, notamment contractuels, remis ou à remettre ou signés par le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux dans le cadre de la réalisation du Projet, à savoir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le dossier de financement relatif au Projet et ses annexes ; – les Actes de Rétrocession, entre la Région Île-de-France et chacune de ses collectivités partenaires – la convention de partenariat (opérationnelle et financière), entre la Région Île-de-France et l'association Cap digital ; – la convention de partenariat (opérationnelle et financière), entre la Région Île-de-France et l'Institut Paris Région.
Effet Significatif Défavorable	<p>désigne un effet significatif défavorable sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le Projet de nature à compromettre la poursuite du Projet conformément aux Documents de Financement et des Documents du Projet ; – l'activité, les actifs, la situation financière du Bénéficiaire, ou sa capacité à respecter ses obligations au titre des Documents de Financement et des Documents du Projet ; ou – la validité ou la force exécutoire de tout Document de Financement ou de tout Document du Projet.

Embargo	désigne toute sanction de nature commerciale visant à interdire les importations et ou les exportations (fourniture, vente ou transfert) d'un ou plusieurs types de biens, de produits ou de services à destination et/ou provenance d'un Etat pour une période déterminée, et telle que publiée et modifiée par les Nations Unies, l'Union Européenne ou la France
Euro(s) ou EUR	désigne la monnaie unique européenne des États membres de l'Union Économique et Monétaire européenne, dont la France, et ayant cours légal dans ces États.
Fraude	désigne toute manœuvre (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
Fraude contre les Intérêts Financiers de la Communauté Européenne	désigne tout acte ou omission intentionnel visant à causer un préjudice au budget de l'Union européenne et consistant (i) en l'usage ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds ou la diminution illégale de ressources provenant du budget général de l'Union Européenne, (ii) en la non-communication d'une information ayant le même effet et (iii) en un détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.
Guide de Visibilité et de Communication	Désigne l'ensemble des règles contractuelles s'imposant au Bénéficiaire et relatives à la communication et à la visibilité des projets financés par l'AFD contenues dans le document intitulé « Guide de visibilité pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 1 » ou « Guide de communication pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 2 » selon le cas, dont une copie a été remise au Bénéficiaire à la signature.
Listes de Sanctions Financières	<p>désignent, les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières.</p> <p>A titre d'information uniquement, et sans que le Bénéficiaire puisse se prévaloir des références ci-dessous:</p> <p>Pour les Nations Unies, recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies :</p> <p>https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/un-sc-consolidated-list</p> <p>Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :</p> <p>https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions_fr</p> <p>Pour la France, voir :</p> <p>https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/</p>

Origine Illicite	<p>Désigne une origine de fonds provenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) d'infractions sous-jacentes au blanchiment telles que désignées, par le glossaire des 40 recommandations du GAFI sous « catégories désignées d'infractions » (http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf); (ii) d'Actes de Corruption ; ou (iii) de la Fraude aux Intérêts Financiers des Communautés Européennes, les cas échéant.
Plan de Financement	désigne le plan de financement du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement.
Pratiques Anticoncurrentielles	<p>Désigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ; 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; 4° répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement. (ii) toute exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci. (iii) toute offre de prix ou pratique de prix de vente abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.
Prestation(s)	désigne les études et/ou prestations d'assistance technique à réaliser dans le cadre du Projet, telles que décrites en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Projet	désigne le projet tel que décrit en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Site Internet	désigne le site Internet de l'AFD http://www.afd.fr/ ou tout autre site Internet qui le remplacerait.
Subvention	désigne le concours sous forme de don mis à la disposition du Bénéficiaire par l'Agence en vertu des présentes et pour le montant maximum stipulé à l'Article 2.1 (<i>Montant</i>).

Versement(s)

désigne le ou les Versement(s) d'une partie ou de la totalité des fonds mis à disposition du Bénéficiaire par l'Agence au titre de la Subvention dans les conditions prévues à l'Article 3 (*Modalités de Versement des fonds*).

ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS

- (a) "actifs" s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;
- (b) toute référence au « Bénéficiaire », une "Partie" ou à l'Agence inclut ses successeurs, cessionnaires et ayant-droits ;
- (c) toute référence à la Convention, une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation, conformément à la Convention ;
- (d) "garantie" s'entend de tout cautionnement, de tout aval ou de toute garantie autonome ;
- (e) "personne" s'entend de toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale ;
- (f) "réglementation" désigne toute législation, toute réglementation, tout règlement, tout arrêté, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence, décision ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute autorité de tutelle, autorité administrative indépendante, agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation (en ce compris toute réglementation émanant d'un établissement public industriel et commercial) ayant un effet sur la Convention **ou** l'un quelconque des Documents de Financement ou sur les droits et obligations d'une Partie ;
- (g) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;
- (h) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris ;
- (i) les titres des Chapitres, Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention ;
- (j) sauf stipulation contraire, un terme utilisé dans un autre acte en relation avec la Convention ou dans une notification au titre de la Convention aura la même signification que dans la Convention ;
- (k) une référence à un Article ou une Annexe est une référence à un Article ou une annexe de la Convention.

ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet a pour objectif d'appuyer la transformation numérique des collectivités partenaires de la Région Île-de-France afin d'améliorer la transition écologique, le développement économique et la cohésion sociale des territoires.

Cet objectif sera recherché à travers l'élaboration de politiques publiques territoriales de transition numérique, les développements des écosystèmes locaux, des échanges et coopérations entre les cinq partenaires du projet.

DESCRIPTION DES COMPOSANTES DU PROJET

Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire

L'objectif de cette composante est que chaque collectivité partenaire élabore ou renforce sa politique publique territoriale de transition numérique et la valide.

Objectifs spécifiques :

- ☛ Comprendre le positionnement de chaque territoire dans la transition numérique ;
- ☛ Donner les moyens aux collectivités partenaires de se positionner comme animatrice de leur écosystème ;
- ☛ Construire une culture commune de la transition numérique pour les élus et décideurs du territoire ;
- ☛ Sensibiliser la population aux enjeux et possibilités de la transition numérique.

Cette composante inclut toute activité nécessaire à l'élaboration, par chaque collectivité partenaire, d'une politique publique territoriale de transition numérique et en particulier, mais de manière non exhaustive :

- la mobilisation des acteurs et l'élaboration de diagnostics territoriaux
- l'analyse des forces et des faiblesses de chacun des partenaires dont leur maturité numérique
- l'organisation de la concertation et l'élaboration des stratégies territoriales
- la formation des élus et des agents

Livrables

- 4 diagnostics de territoire, stratégies partagées et plans d'action territoriaux validés
- 4 plans de formation pour les élus et les agents mis en œuvre
- 4 chartes internes d'utilisation et de conservation des données définies

Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux

Il s'agit pour chaque collectivité partenaire :

- d'associer les usagers et les acteurs du territoire à la dynamique
- de développer des projets concrets participant au développement durable du territoire

- de démontrer le potentiel d'amélioration des services publics grâce au numérique

Cette composante inclut toute activité nécessaire au développement des écosystèmes locaux et en particulier, mais de manière non exhaustive, elle devra permettre :

- de formaliser 4 instances de dialogue avec des représentants des usagers
- de sélectionner, financer et mettre en œuvre 20 micro-projets (5 par territoire)
- de sélectionner, financer et mettre en œuvre 4 méso-projets (1 par territoire)
- d'organiser un challenge chez chaque partenaire
- de réaliser une capitalisation et une restitution

De manière transversale, il s'agira de développer les échanges et les coopérations entre les cinq partenaires du projet en favorisant le partage d'expérience entre les cinq collectivités partenaires ; en renforçant des relations économiques entre les écosystèmes des territoires partenaires et en favorisant le développement de solutions innovantes.

Une attention particulière sera portée à la durabilité des actions du projet, et notamment :

- Chacune des collectivités partenaires intégrera les missions de pilotage du projet dans les fiches de postes ou affectations données aux chefs de projets désignés,
- Dans la mesure du possible, à l'instar du Département de Rufisque, chaque collectivité désignera par arrêté les membres du comité de pilotage et du comité technique local du projet,
- Le diagnostic territorial intégrera une cartographie des acteurs de l'écosystème du numérique dans chacun des pays,
- le transfert de connaissance et des formations courtes vers les équipes locales pourront être assurés à la demande par le chef de projet ou via des prestataires,
- Le programme déploiera des formations destinées prioritairement aux agents et élus de chacune des collectivités mais pourra également être ouverte aux collaborateurs des autres collectivités du territoire cible afin de créer une dynamique de territoire.

Schéma institutionnel et mode opératoire :

Le District d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, le Département de Rufisque et la Région de Casablanca-Settat seront co-maîtres d'ouvrages du projet, c'est-à-dire qu'ils partageront la maîtrise d'ouvrage du projet avec le Conseil régional d'Île-de-France. Ils pilotent, avec l'assistance de l'Institut Paris Région, de Cap Digital et d'un prestataire, l'élaboration de leurs stratégies numériques, la mise en œuvre de micro/méso projets, la digitalisation de leurs services publics par l'organisation de challenges et des événements. Ils participeront à la conduite du projet en mobilisant un référent au sein de leur administration (valorisation), qui sera chargée de piloter le projet et de communiquer avec l'écosystème de l'innovation de leur territoire.

L'Institut Paris Region (IPR) et Cap digital seront partenaires du projet : ils y contribueront en mobilisant leur expertise en assistance à la maîtrise d'ouvrage des collectivités. L'IPR les accompagnera ainsi dans l'élaboration de leur stratégie numérique, tandis que Cap digital les appuiera dans l'expérimentation des micro/méso projets, l'organisation des challenges et des événements. Il contractualisera avec des prestataires locaux pour la mise en œuvre des formations. Cap digital les conseillera également dans l'animation de leur comités locaux des acteurs de l'innovation.

CALENDRIER

La durée de mise en œuvre envisagée est de 3 ans.

ANNEXE 3- PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET

PARTIE I – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL INDICATIF

PARTENAIRES	MONTANTS (EUROS)	PARTICIPATION (%)
Région Ile-de-France	494 004 €	22,7 %
Collectivités Etrangères	119 340 €	5,5 %
Agence Française de Développement	1 300 000 €	59,8 %
Partenaires	259 425 €	11,9 %
TOTAL	2 172 769 €	100 %

PARTIE II – BUDGET PREVISIONNEL INDICATIF

	Coût total en €
Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire	329 205 €
Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux	1 046 880 €
Dépenses transversales	756 684 €
Evaluation finale	40 000 €
TOTAL	2 172 769 €

ANNEXE 4- CONDITIONS SUSPENSIVES

Pour ce qui concerne l'ensemble des documents remis par le Bénéficiaire au titre des conditions suspensives énumérées ci-après :

- Les documents, transmis en original ou en copie, n'ayant pas été préalablement communiqués et acceptés par l'Agence devront être jugés satisfaisants par l'Agence tant sur le fond que sur la forme ; Les pièces justificatives, telles que mémoires ou factures acquittées, pourront être présentées sous forme de photocopies ou de duplicata par le Bénéficiaire et devront mentionner les références et les dates des ordres de paiement ;
- les versions définitives des documents, dont le projet a été préalablement communiqué à l'Agence et accepté par cette dernière, ne devront pas révéler de différence substantielle par rapport aux projets précédemment communiqués et acceptés.

Partie I – Conditions suspensives à la signature

La signature de la Convention est soumise à la réception préalable par l'Agence des documents suivants, satisfaisants tant sur le fond que sur la forme pour l'Agence :

- (i) la délibération/décision de l'organe du Bénéficiaire autorisant la signature de la Convention assortie de la preuve de son caractère exécutoire en vertu de sa transmission au représentant de l'Etat à une date déterminée et de sa publication à une date déterminée ;
- (ii) la copie des pouvoirs de la personne autorisée à signer la Convention au nom et pour le compte du Bénéficiaire ;
- (iii) Un RIB du Compte du Bénéficiaire.

Partie II- Conditions suspensives au premier Versement

A. Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (i) un certificat d'un représentant dûment habilité du Bénéficiaire listant la ou les personne(s) chargée(s) de signer, au nom du Bénéficiaire, les demandes de Versement et attestations au titre de la Convention, ainsi que les autres documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention, accompagné du spécimen de signature de chacune de ces personnes ;
- (ii) une copie des 4 Actes de Rétrocession, ayant reçu l'avis de non-objection préalable de l'Agence sur ses dispositions, dûment signée par le Bénéficiaire et les Bénéficiaires Finaux ;
- (l) la convention de partenariat (opérationnelle et financière), ayant reçu préalablement l'avis de non-objection de l'Agence, dûment signée par la Région Île-de-France et l'association Cap digital ;
- (m) la convention de partenariat (opérationnelle et financière), ayant reçu préalablement l'avis de non-objection de l'Agence, dûment signée par la Région Île-de-France et l'Institut Paris Région.

PARTIE III - Conditions suspensives au second Versement :

Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (i) une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet certifiant l'utilisation d'au moins quatre-vingt pour cent (80%) des fonds du premier Versement, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée ;
- (ii) une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire relatif à la réalisation du Projet à la date de la demande de second Versement ayant reçu l'avis de non objection préalable de l'Agence.

**ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE
EXPRESSEMENT L’AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU
GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A PUBLIER SUR SON SITE INTERNET**

1. Informations relatives au Projet

- Identifiant (numéro et nom) dans les livres de l’Agence ;
- Description détaillée ;
- Secteur d’activité ;
- Lieu de réalisation ;
- Date prévisionnelle de démarrage ;
- Date d’Achèvement Technique ;

2. Informations relatives au financement du Projet

- Nature du financement (prêt, subvention, cofinancement, délégation de fonds) ;
- Montant de la Subvention ;
- Montant cumulé des Versements (actualisé au fur et à mesure de la réalisation des Versements) ;

3. Autres informations

Le Bénéficiaire autorise la publication de la Note de communication d’opération incluse dans le dossier de financement.



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-050 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le District autonome d'Abidjan dont le siège est situé boulevard de la République, Plateau, BP V 24 Abidjan, République de Côte d'Ivoire, représenté par son gouverneur, Monsieur Robert Beugre MAMBE,
En vertu de la délibération du,
ci-après dénommé « le District d'Abidjan »

d'autre part,

La Commune urbaine d'Antananarivo dont le siège est situé à l'Hôtel de ville d'Analakely, Antananarivo, République de Madagascar, représenté par son Maire, Monsieur Franck Michel Niaina ANDRIANTSITOHAINA,
En vertu de la délibération du,
ci-après dénommé « la Commune d'Antananarivo »

d'autre part,

Le Conseil départemental de Rufisque dont le siège est situé rue Ousmane Socié DIOP X Pêchot, BP 100 Rufisque, République du Sénégal, représenté par son président, Monsieur Papa Mamadou FAM,
En vertu de la délibération du,
ci-après dénommé « le Département de Rufisque »

d'autre part,

Le Conseil régional de Casablanca-Settat dont le siège est situé Boulevard Victor Hugo – Hay et Ahbass Casablanca, Royaume du Maroc, représenté par son président, Monsieur Abdellatif MAZOUZ,
En vertu de la délibération du,
ci-après dénommé « la Région de Casablanca-Settat »

d'autre part,

CAP DIGITAL PARIS REGION, pôle de compétitivité francilien de la transformation numérique, association de loi 1901, dont le siège social est situé au 14 rue Alexandre PARODI 75010 Paris, immatriculée sous le numéro N° SIRET 489749291 – 00030, représenté par Monsieur Carlos CUNHA, Délégué général,
ci-après dénommé CAP DIGITAL

d'autre part,

et

L'Institut Paris Région, agence régionale d'urbanisme et de l'environnement, association de loi 1901, dont le siège est situé au 15 rue Falguière 75015 Paris, immatriculée sous le numéro N° SIREN 849 810 155, représentée par Monsieur Nicolas BAUQUET, son Directeur Général,
ci-après dénommée « Institut »

PREAMBULE :

La Région Ile-de-France développe des partenariats de coopération décentralisée avec la Commune d'Antananarivo (depuis 1990), le District d'Abidjan (depuis 2018), la Région de Casablanca-Settat (depuis 2016) et le Département de Rufisque (depuis 2015).

La Région Ile-de-France et ses collectivités partenaires ont conçu, en partenariat avec CAP DIGITAL et l'Institut, le projet « Territoires numériques en transitions » (TNTS) dont l'objectif est de renforcer la transformation numérique de collectivités partenaires de la Région et de leur écosystème en développant des actions structurantes sur ce thème.

Ce projet, d'une durée de 3 ans, a reçu le soutien de l'Agence Française de développement (AFD) au titre de sa Facilité de Financement des collectivités territoriales françaises. Le budget total du projet s'élève à 2 167 179 € ; le concours de l'AFD est de 1 300 000 €. La convention de financement entre la Région et l'AFD a été approuvée par délibération n° CP 2023-050 du 25 janvier 2023.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rôles et responsabilités réciproques des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du projet TNTS.

1.1. Objectifs du projet

Objectifs globaux :

- Appuyer la transformation numérique des collectivités partenaires de la Région Île-de-France afin d'améliorer la transition écologique, le développement économique et la cohésion sociale des territoires.
- Développer les échanges et les coopérations entre les 5 partenaires du projet.

Objectifs spécifiques :

- Aider les collectivités partenaires à développer des services numériques pour les citoyens, faire monter en compétences les collectivités partenaires dans leur politique numérique, renforcer l'adhésion sociétale aux nouveaux outils d'information et de communication dans la perspective d'une amélioration des politiques publiques.

A l'issue de ce projet, il est attendu une montée en compétence et la maîtrise des enjeux du numérique par les collectivités partenaires, le développement de stratégies de services publics basés sur la donnée et le numérique en général, l'accélération de la transition écologique des territoires ciblés et une amélioration de la qualité de vie des citoyens par la fourniture de services publics numériques.

Pour les acteurs franciliens, le projet doit permettre aux équipes de la Région, de l'Institut et de CAP DIGITAL de mieux connaître les contextes ivoiriens, malgaches, marocains et sénégalais et de renforcer leurs capacités d'action et de projection de leur expertise à l'international.

1.2. Principales actions envisagées

Le projet sera mis en œuvre de mars 2023 à février 2026 à travers deux composantes :

Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire

Cette composante inclut toute activité nécessaire à l'élaboration, par chaque collectivité partenaire, d'une politique publique territoriale de transition numérique et en particulier, mais de manière non exhaustive :

- Mobilisation des acteurs et élaboration de diagnostics territoriaux
- Analyse des forces et des faiblesses de chacun des partenaires dont leur maturité numérique
- Organisation de la concertation et élaboration des stratégies territoriales
- Formation des élus et agents

Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux

Cette composante inclut toute activité nécessaire au développement des écosystèmes locaux et en particulier, mais de manière non exhaustive :

- Mise en œuvre de micro-projets
- Mise en œuvre d'un méso-projet par territoire partenaire
- Organisation d'un challenge chez chaque partenaire
- Capitalisation et restitution

1.3. Evaluation

Le projet fera l'objet d'une évaluation externe en fin de projet.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

La mise en œuvre du projet est rendue possible par la mobilisation des partenaires conformément à la description du projet présentée à l'article 1.

A cette fin, la Région Île-de-France s'engage à :

- Mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour assurer le pilotage global du projet, son suivi et coordonner la mobilisation des partenaires durant la mise en œuvre ;
- Assurer la coordination administrative et financière du projet en lien direct avec l'Agence Française de Développement et le redéploiement des crédits prévus vers les partenaires ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

A cette fin, chacune des collectivités partenaires s'engage à :

- Mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour participer au pilotage global du projet et assurer la mise en œuvre et le suivi du projet localement ;
- Rechercher des financements complémentaires pour les méso-projets et challenges ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

A cette fin, s'engagent l'Institut et Cap Digital à :

- Mobiliser leur expertise en assistance à la maîtrise d'ouvrage des collectivités :
 - l'Institut les accompagne ainsi dans la conduite de la composante 1, à savoir principalement :
 - ☞ Mobilisation des acteurs et élaboration de diagnostics territoriaux : production par l'Institut d'une grille d'analyse commune aux collectivités (qui sera renseignée à partir des données collectées par les équipes projet locales) ; proposition par l'Institut d'une trame de diagnostic ainsi que d'un tableau de bord pour chaque territoire ;
 - ☞ Analyse des forces et des faiblesses de chacun des partenaires dont leur maturité numérique : production par l'Institut d'une matrice commune à chacun des partenaires ;
 - ☞ Organisation de la concertation et élaboration des stratégies territoriales : production par l'Institut d'un canevas commun d'assises de la transition numérique ; co-animation, par l'Institut et les équipes projets locales, d'assises de la transition numérique sur chaque territoire en vue de faire émerger des plans d'actions opérationnels ;
 - ☞ Formation des élus et agents : association de l'Institut à l'élaboration d'un programme de formation commun aux territoires partenaires ; participation de l'Institut à des séminaires de partage d'expérience.
 - Cap Digital les accompagne dans la conduite de la composante 2, à savoir principalement :
 - ☞ Cadrage des besoins, sélection, mise en œuvre et suivi des micro- et méso-projets : Cap digital intervient en appui conseil auprès des collectivités partenaires pour, après identification des besoins, élaborer les règlements des appels à projets, proposer des supports de communication et outils numériques sécurisés pour diffuser les informations des appels à projets et recevoir les candidatures. A l'issue de chaque appel à projets, chaque collectivité organisera, avec l'appui de Cap Digital, un jury dédié qui sélectionnera les projets lauréats. Cap Digital assurera un suivi plus approfondi sur la sélection, la contractualisation et la mise en œuvre des méso-projets.
 - ☞ Organisation d'un challenge chez chaque partenaire : Cap Digital apportera son expertise aux collectivités pour la rédaction du règlement des challenges. Il contribuera à la mise en place d'une commission de pré-sélection chargée d'apporter un avis extérieur et indépendant sur les innovations proposées.
 - ☞ Capitalisation et restitution : à l'issue de la mise en œuvre des micro- et méso-projets, ceux-ci feront l'objet d'une capitalisation par chacune des

collectivités partenaires, avec l'appui de Cap digital qui aura produit un référentiel commun.

- Participer (en valorisation) au projet ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Le projet bénéficie de l'appui d'un expert technique international (ETI), coordinateur du projet qui anime l'équipe constitué des chefs de projet désignés par chacune des collectivités. Affecté au sein du Département de Rufisque, il accompagne tout particulièrement son chef de projet ; son appui technique bénéficie également, dans une moindre mesure, aux autres collectivités partenaires du projet. La prise en charge des coûts de mobilisation de l'ETI est incluse dans le budget du projet. Elle est assurée par Expertise France. Le Département de Rufisque s'engage à faire ses meilleurs efforts pour mettre à disposition de l'ETI les moyens matériels et l'encadrement nécessaires au bon déroulement de sa mission (bureau, fournitures, véhicule de service autant que de besoin, etc.).

ARTICLE 3 : DISPOSITION FINANCIERES

La mise en œuvre du projet mobilise des ressources financières qui ont fait l'objet d'une évaluation partagée entre les partenaires. Le plan de financement prévisionnel du projet figure en annexe 1 à la présente convention. Chaque partenaire à la convention s'engage à mobiliser les moyens nécessaires à la bonne réalisation des actions dont il a la responsabilité conformément au plan de financement prévisionnel figurant en annexe 1. Les montants prévisionnels indiqués ne sauraient toutefois constituer un engagement ferme pour chacune des partenaires.

En effet, la mobilisation effective des moyens financiers indiqués demeure soumise aux procédures internes d'engagement de crédits de chacun des partenaires. Par ailleurs, le subventionnement de ce projet fera l'objet de conventions spécifiques décrivant les modalités de versement propres à chaque partenaire.

La Région et ses partenaires s'engagent à dédier à ce projet l'intégralité du soutien financier accordé par l'AFD.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

Les instances suivantes sont mises en place pour assurer la conduite du projet :

- Le comité stratégique, composé des exécutifs des collectivités partenaires, assure le pilotage global du projet. Il se réunit a minima en début et fin de projet.
- Le comité de pilotage du projet, composé des services des différentes collectivités territoriales partenaires (services coopération internationale associés aux chefs de projets locaux), de CAP DIGITAL et de l'Institut, prend les décisions de mise en œuvre du projet conformément aux orientations définies par le comité stratégique des territoires, et statue sur toute réorientation du projet. Il se réunit autant que de besoin — a minima 3 fois par an en visio-conférence.
- Des comités locaux d'animation des territoires, composés des services des différentes collectivités partenaires et de représentants de l'écosystème, assurent le suivi de la mise en œuvre sur chaque zone. Chaque comité se réunit autant que de besoin, selon les activités du projet (élaboration des diagnostics, des stratégies territoriales...). Chaque

partenaire accueillant mobilise ses moyens humains et matériels nécessaires à la tenue de ses instances, à inviter les participants et à en assurer le secrétariat. Cette disposition ne vaut pas prise en charge des frais de déplacement des partenaires et invités. Il diffuse par ailleurs aux autres partenaires les dossiers de préparation des comités ainsi que les comptes-rendus.

- Lors de chaque étape de micro-projet, méso-projet ou challenge, un jury dédié composé sur chaque territoire d'acteurs locaux valide la sélection des projets.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité du projet, chacun des partenaires s'engage à faire apparaître la contribution des autres partenaires pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ces soutiens prend la forme de l'apposition du logo des autres partenaires conformément à leurs chartes graphiques respectives.

Chacun des partenaires autorise à titre gracieux les autres partenaires à utiliser les résultats du projet (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à son action. Aucun partenaire ne revendique de droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par l'un des partenaires est interdite.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR

La convention prend effet au jour de sa signature par les parties. Elle prend fin à l'issue du comité de pilotage de clôture du projet.

ARTICLE 7 : MODIFICATION ET RESILIATION

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les partenaires. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés. La signature de chaque avenant devra être autorisée conformément aux procédures internes de chacun des partenaires.

En cas de litige, les partenaires s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacun des partenaires peut résilier la présente convention. La résiliation prend effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande de résiliation.

Tout litige ou différend entre les partenaires relatif à l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la résiliation et/ou à la validité de la présente convention (ou de l'une quelconque de ses clauses) qui n'aurait pu être réglé à l'amiable sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait à en langue française et en 7 exemplaires originaux

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le

Le Président du Conseil départemental de Rufisque

Le

Le Maire de la Commune urbaine d'Antananarivo

Le

Le gouverneur du District autonome d'Abidjan

Le

Le président du Conseil régional de
Casablanca-Settat

Le

Le Délégué général de CAP DIGITAL PARIS
REGION

Le

Le Directeur général de l'Institut Paris Région

ANNEXE 1 – BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNELS

	Coût total en €	Dont valorisation
Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire	329 205 €	129 925 €
Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux		
Microprojets	100 000 €	
Mésoprojets	200 000 €	
Challenges	300 000 €	
Evenements	30 000 €	
Assistance à maîtrise d'ouvrage	416 880 €	129 500 €
<i>Sous total</i>	1 046 880 €	
Pilotage		
ETI	202 870 €	
Région Île-de-France	167 334 €	167 334 €
Collectivités partenaires	119 340 €	119 340 €
<i>Sous total</i>	489 544 €	
Evaluation finale	40 000 €	
Autres (missions, communication, EAD, imprévus)	267 140 €	136 695 €
TOTAL	2 172 769 €	553 294 €

	Montants	Participation
Région Ile-de-France	494 004 €	22,70%
Collectivités partenaires	119 340 €	5,50%
Agence Française de Développement	1 300 000 €	59,80%
Partenaires	259 425 €	11,90%
Total	2 172 769 €	100%